



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION JANVIER 2018

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,3 % de la population active au T3 2017. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,3 point. Fin septembre 2017, le département compte 70 440 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,9 % par rapport à fin juin 2017 (+ 620 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 104 020, en hausse de 2,1 % par rapport à fin juin 2017 (+2 090 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 51 510 (+1,8 % par rapport à fin juin 2017, soit + 920 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 52 510 (+2,3 % par rapport à fin juin 2017, soit +1 170 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 970 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+1,5 % par rapport à fin juin 2017, soit + 160 demandeurs d'emploi) et 29 550 seniors de 50 ans et plus (+2,7 % par rapport à fin juin 2017, soit + 780 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 42 690, en hausse de 3,1 % par rapport à fin juin 2017 (+1 290 demandeurs d'emploi).

A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent 266 900 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 908 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 260 021 (+0,3 %, soit + 778 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 879 (+1,9 %, soit + 130 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 30 904 emplois salariés marchands y compris intérim, en baisse de 139 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) : -131 emplois hors intérim et -8 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 190, en hausse de 228 (+1,0 %) : +142 emplois hors intérim et +86 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 212 525, en hausse de 837 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) : + 767 emplois hors intérim et +70 emplois intérimaires.

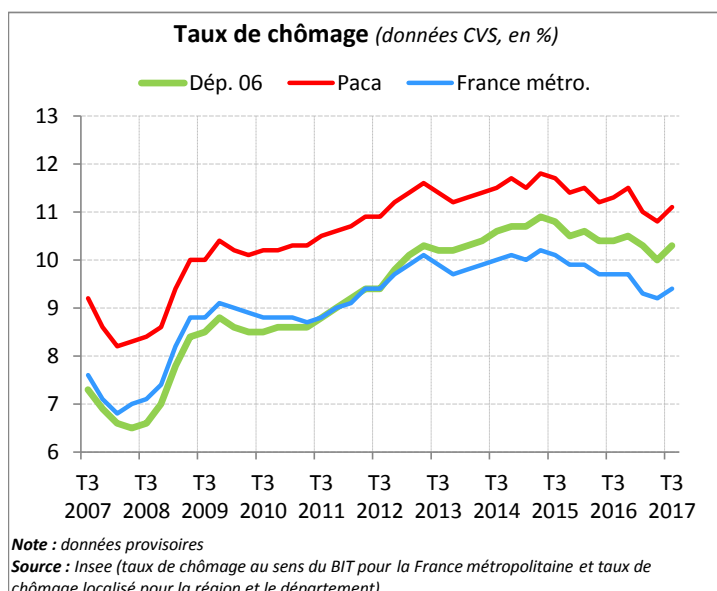
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 367 CUI, 75 emplois d'avenir et 241 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2017 (soit respectivement - 927, - 164 et + 13 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 2 246 bénéficiaires de CUI, 743 bénéficiaires d'emplois d'avenir et 365 bénéficiaires de CDDI (respectivement -1 178, - 469 et + 19 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2017 à octobre 2017, le département enregistre 2 507 contrats d'apprentissage, soit 20 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	10,3 %	T3 2017	+0,3 pt	T2 2017	<i>Insee</i>
Demandeurs d'emploi de catégorie A	70 440	Fin septembre 2017	+ 620	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Hommes</i>	36 140	Fin septembre 2017	+ 240	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Femmes</i>	34 300	Fin septembre 2017	+ 380	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Moins de 25 ans</i>	7 530	Fin septembre 2017	- 150	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>50 ans et plus</i>	20 750	Fin septembre 2017	+ 350	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	104 020	Fin septembre 2017	+2 090	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Hommes</i>	51 510	Fin septembre 2017	+ 920	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Femmes</i>	52 510	Fin septembre 2017	+1 170	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Moins de 25 ans</i>	10 970	Fin septembre 2017	+ 160	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>50 ans et plus</i>	29 550	Fin septembre 2017	+ 780	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	42 690	Fin septembre 2017	+1 290	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	22 040	Fin septembre 2017	+ 560	Fin juin 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Entrées</i>	32 320	T3 2017	+1,4 %	T2 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Sorties</i>	30 560	T3 2017	-0,7 %	T2 2017	<i>Pôle emploi, Dares</i>
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	266 900	Fin T3 2017	+ 908	Fin T2 2017	<i>Insee, Acoass-Urssaf, Dares</i>
<i>Industrie y compris intérim</i>	30 904	Fin T3 2017	- 139	Fin T2 2017	<i>Insee, Acoass-Urssaf, Dares</i>
<i>Construction y compris intérim</i>	23 190	Fin T3 2017	+ 228	Fin T2 2017	<i>Insee, Acoass-Urssaf, Dares</i>
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	212 525	Fin T3 2017	+ 837	Fin T2 2017	<i>Insee, Acoass-Urssaf, Dares</i>
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	367	T3 2017	- 927	T3 2016	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires de CUI	2 246	Fin T3 2017	-1 178	Fin T3 2016	<i>ASP</i>
Embauches en emploi d'avenir	75	T3 2017	- 164	T3 2016	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	743	Fin T3 2017	- 469	Fin T3 2016	<i>ASP</i>
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	241	T3 2017	+13	T3 2016	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires de CDDI	365	Fin T3 2017	+ 19	Fin T3 2016	<i>ASP</i>
Nouveaux contrats d'apprentissage	2 507	Campagne juin 2017 - octobre 2017	+ 20	Campagne juin 2016 - octobre 2016	<i>Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares</i>

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

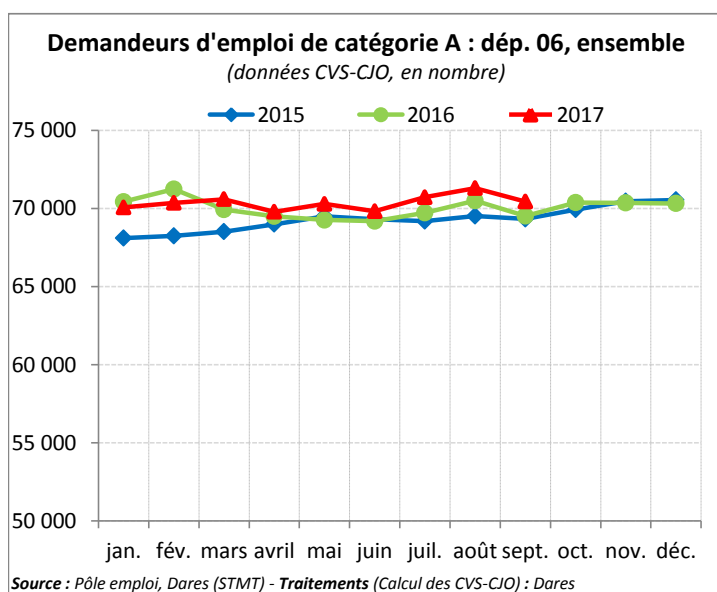


- Au T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,3 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,1 % de la population active au T3 2017. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active au T3 2017. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,3 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



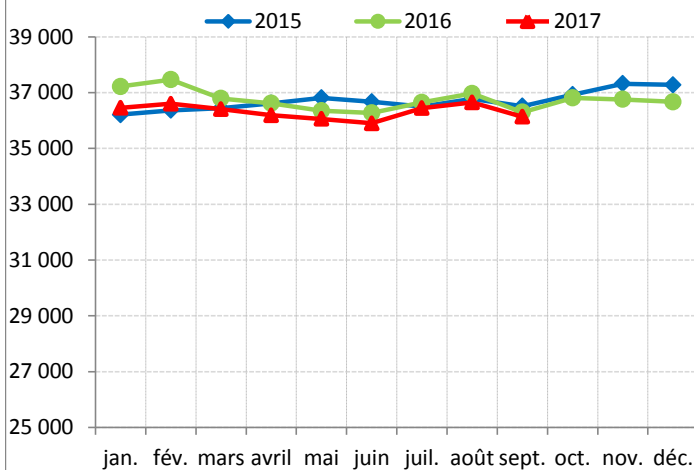
- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 70 440. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 0,9 % (+ 620 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,3 % (+ 930 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 327 860 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin juin 2017 (+2 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,6 % sur un an (+5 010 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 475 600 fin septembre 2017, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin juin 2017 (-7 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-18 400 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes
(données CVS-CJO, en nombre)



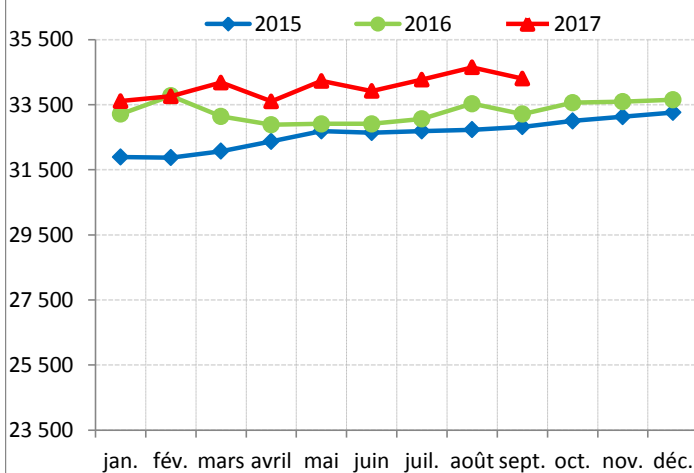
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 140. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 0,7 % (+ 240 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,4 % (- 160 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 168 730 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin juin 2017 (+ 990 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,3 % sur un an (- 440 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 787 500 fin septembre 2017, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin juin 2017 (-8 800 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,4 % sur un an (-43 700 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes
(données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

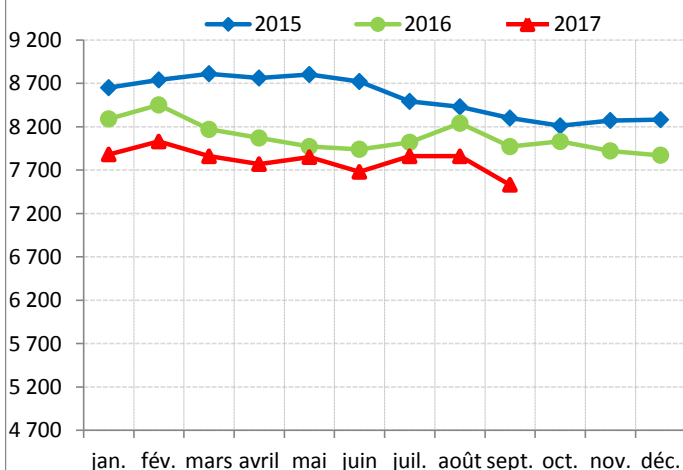
- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 34 300. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 1,1 % (+ 380 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,3 % (+1 090 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 159 130 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin juin 2017 (+1 710 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,5 % sur un an (+5 450 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 688 100 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin juin 2017 (+1 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,5 % sur un an (+25 300 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans
(données CVS-CJO, en nombre)



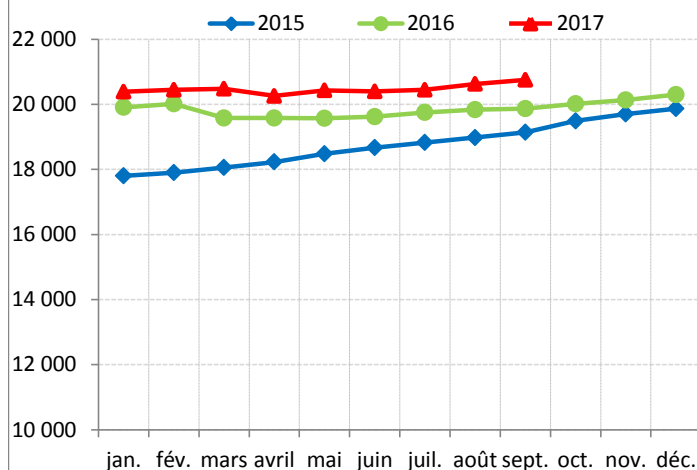
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 530. Par rapport à fin juin 2017, il est en baisse de 2,0 % (- 150 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,5 % (- 440 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 40 120 fin septembre 2017, soit une baisse de 1,3 % par rapport à fin juin 2017 (- 530 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,0 % sur un an (-1 230 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 462 400 fin septembre 2017, soit une baisse de 2,2 % par rapport à fin juin 2017 (-10 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,5 % sur un an (-27 100 demandeurs d'emploi).

Demands d'emploi de catégorie A : dép. 06, 50 ans et plus (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

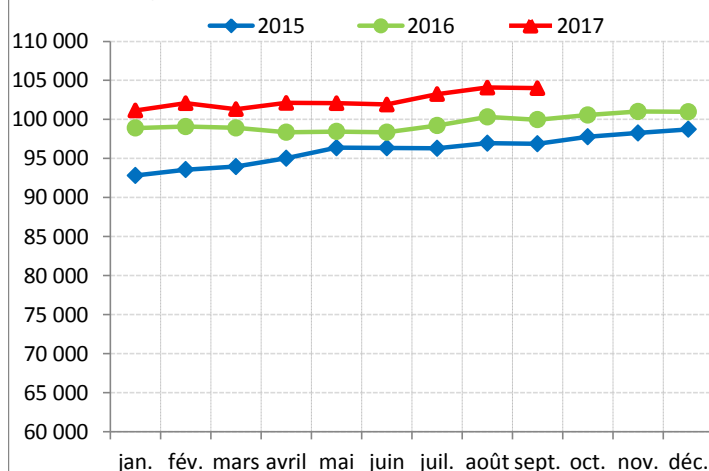
- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 750. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 1,7 % (+ 350 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,4 % (+ 880 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 90 910 fin septembre 2017, soit une hausse de 2,4 % par rapport à fin juin 2017 (+2 120 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,0 % sur un an (+5 170 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 921 100 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin juin 2017 (+6 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,0 % sur un an (+27 000 demandeurs d'emploi).

Demands d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Demands d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, ensemble (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

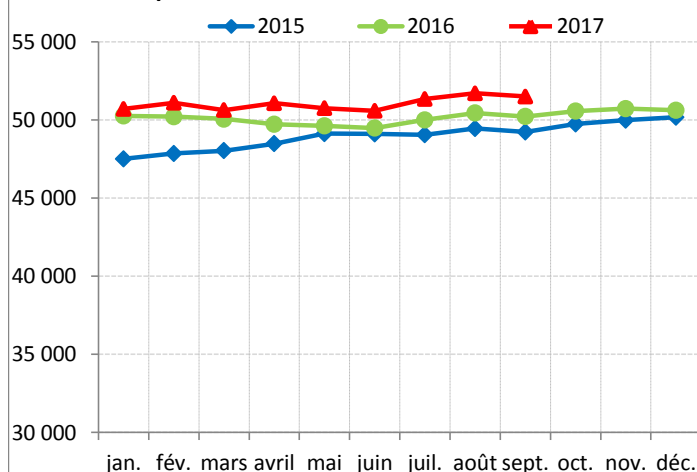
- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 104 020. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 2,1 % (+2 090 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,1 % (+4 050 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 496 780 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,7 % par rapport à fin juin 2017 (+8 480 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,1 % sur un an (+19 640 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 615 900 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin juin 2017 (+53 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,6 % sur un an (+141 600 demandeurs d'emploi).

Demands d'emploi de catégories A, B, C, par sexe

Demands d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, hommes (données CVS-CJO, en nombre)

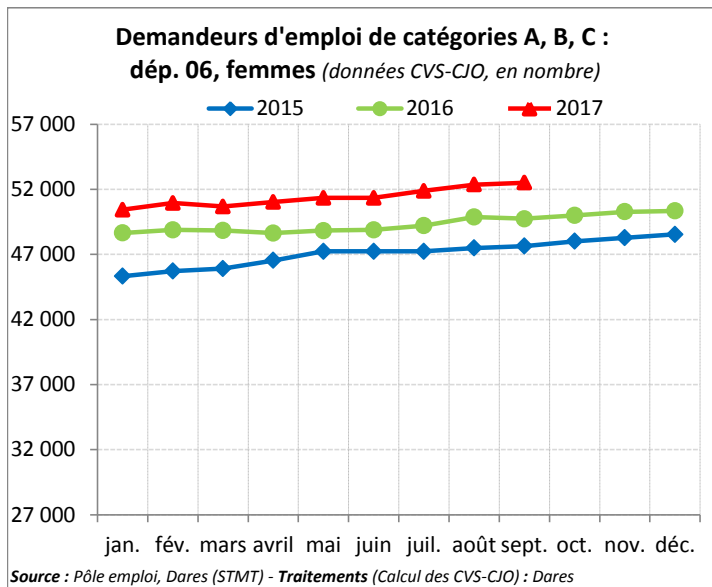


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 51 510. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 1,8 % (+ 920 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,5 % (+1 280 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 245 340 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin juin 2017 (+3 390 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,4 % sur un an (+5 750 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 734 800 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin juin 2017 (+12 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,9 % sur un an (+23 400 demandeurs d'emploi).

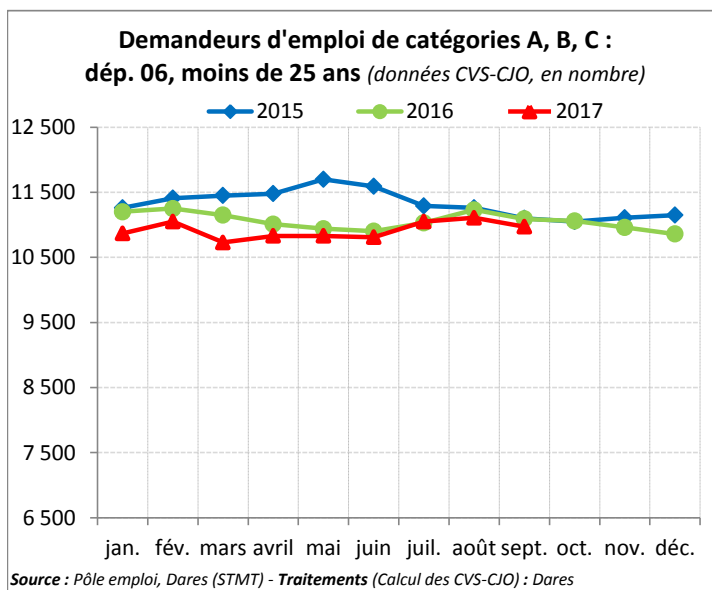


- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 52 510. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 2,3 % (+1 170 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,6 % (+2 770 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 251 440 fin septembre 2017, soit une hausse de 2,1 % par rapport à fin juin 2017 (+5 090 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,8 % sur un an (+13 890 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 881 100 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin juin 2017 (+40 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+118 200 demandeurs d'emploi).

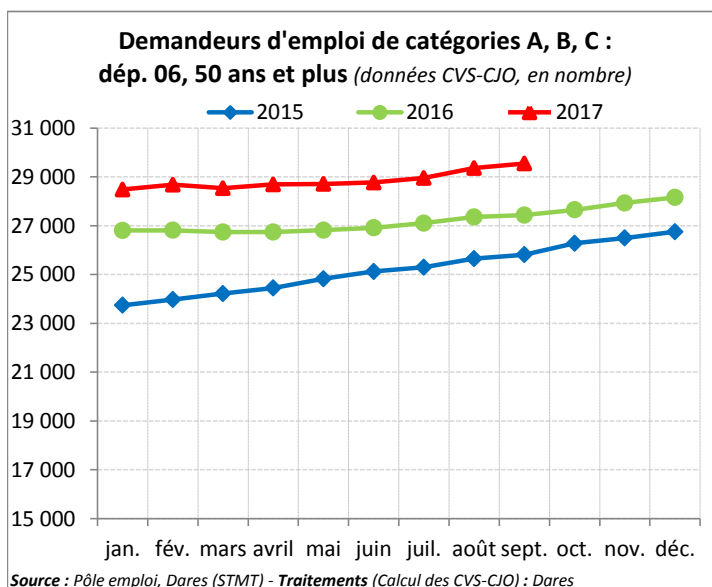
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 10 970. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 1,5 % (+ 160 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,1 % (-120 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 560 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin juin 2017 (+ 860 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,0 % sur un an (+ 580 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 743 200 fin septembre 2017, soit une baisse de 0,3 % par rapport à fin juin 2017 (-2 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-16 900 demandeurs d'emploi).

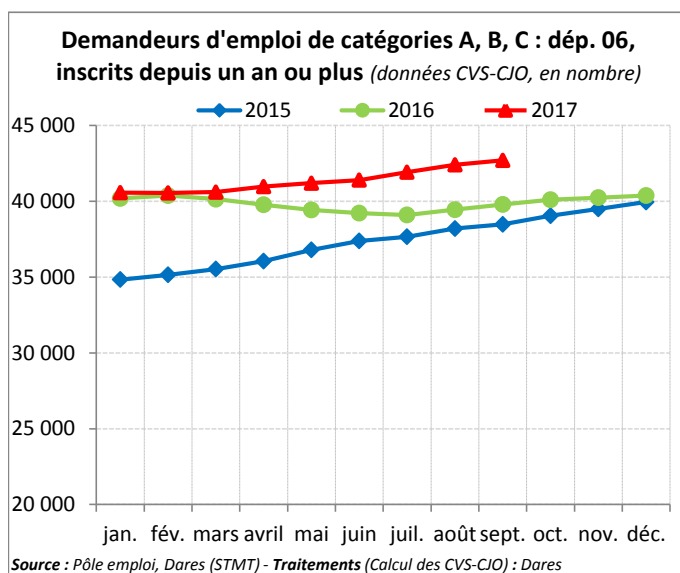


- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 29 550. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 2,7 % (+ 780 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,7 % (+2 120 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 130 900 fin septembre 2017, soit une hausse de 2,8 % par rapport à fin juin 2017 (+3 560 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 8,5 % sur un an (+10 230 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 389 400 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,3 % par rapport à fin juin 2017 (+18 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,0 % sur un an (+78 400 demandeurs d'emploi).

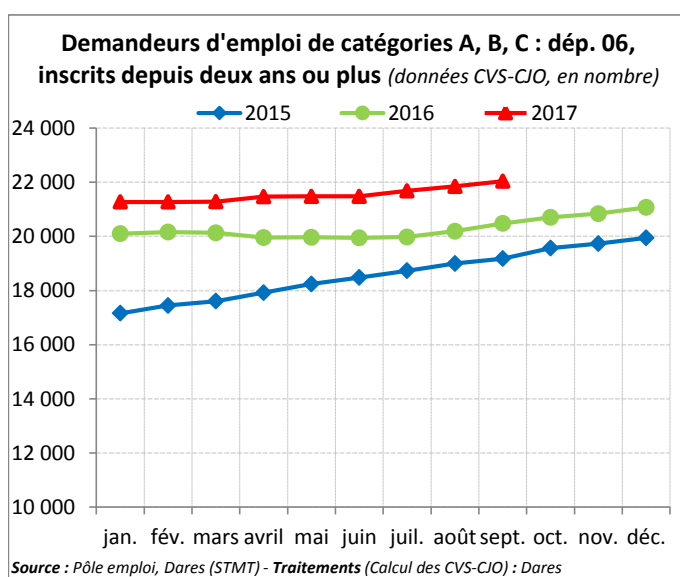
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 42 690. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 3,1 % (+1 290 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,3 % (+2 910 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 213 360 fin septembre 2017, soit une hausse de 2,5 % par rapport à fin juin 2017 (+5 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,0 % sur un an (+14 010 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 488 600 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,8 % par rapport à fin juin 2017 (+44 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,9 % sur un an (+69 200 demandeurs d'emploi).



- Fin septembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 22 040. Par rapport à fin juin 2017, il est en hausse de 2,6 % (+ 560 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,6 % (+1 560 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 112 740 fin septembre 2017, soit une hausse de 1,5 % par rapport à fin juin 2017 (+1 720 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,5 % sur un an (+5 900 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 381 300 fin septembre 2017, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin juin 2017 (+11 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,0 % sur un an (+26 900 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	32 320	1,4	-2,3
Paca	148 460	1,3	-2,1
France métr.	1 621 900	-3,0	-3,2

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,4 % par rapport au T2 2017. Sur un an, elles baissent de 2,3 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 1,3 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 3,0 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	30 560	-0,7	-3,7
Paca	139 660	0,2	-3,8
France métr.	1 562 600	-2,7	-4,4

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 0,7 % par rapport au T2 2017. Sur un an, elles baissent de 3,7 %.

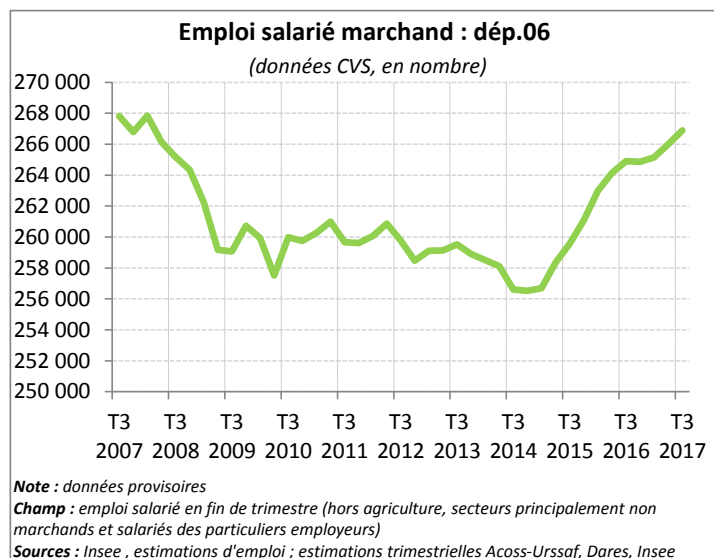
- En Paca, les sorties sont en hausse de 0,2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 2,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

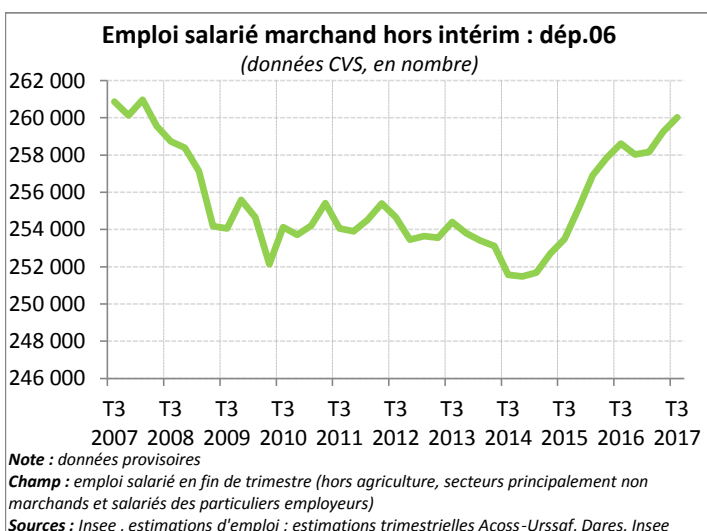
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent 266 900 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 908 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 2 003 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).

- A la fin du T3 2017, Paca compte 1 147 430 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 4 371 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 15 965 de plus qu'un an auparavant (+1,4 %).

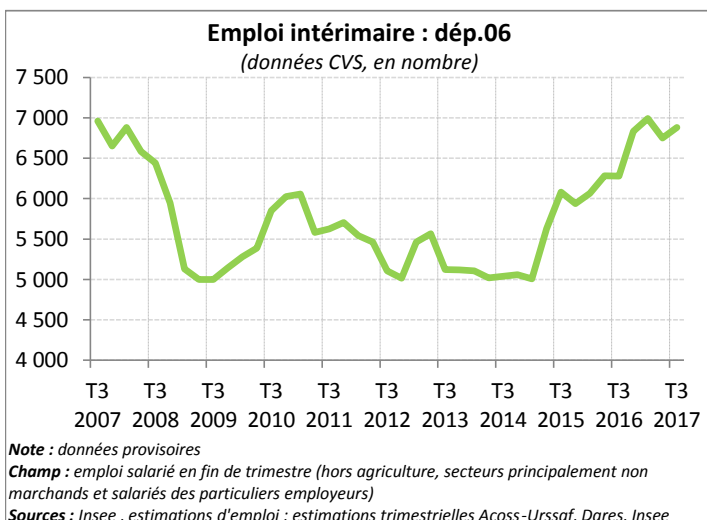
- A la fin du T3 2017, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 920 413. C'est 47 085 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 247 632 de plus qu'un an auparavant (+1,6 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 260 021 à la fin du T3 2017 dans les Alpes-Maritimes. C'est 778 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 1 403 de plus qu'un an auparavant (+0,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 102 671 à la fin du T3 2017. C'est 3 193 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 10 389 de plus qu'un an plus tôt (+1,0 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 15 198 369 à la fin du T3 2017. C'est 36 208 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 148 744 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).



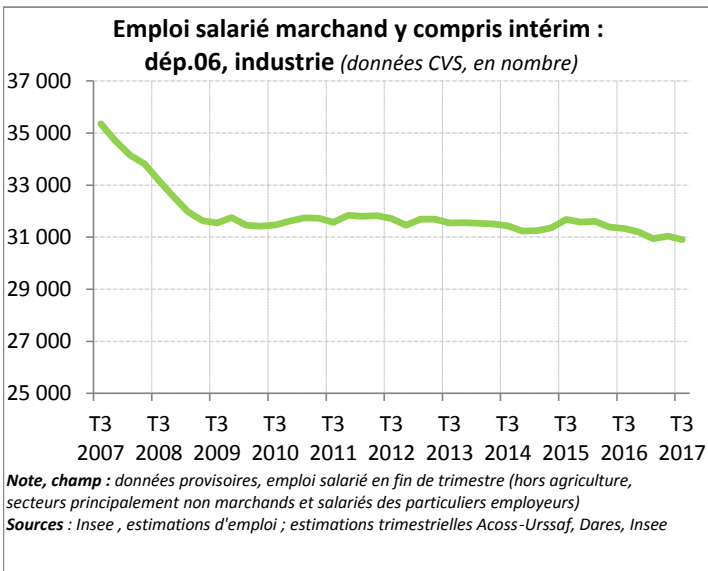
- A la fin du T3 2017, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 879 dans les Alpes-Maritimes. C'est 130 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,9 %) et 600 de plus qu'un an auparavant (+9,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 44 759 à la fin du T3 2017. C'est 1 178 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+2,7 %) et 5 576 de plus qu'un an auparavant (+14,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 722 044 à la fin du T3 2017. C'est 10 877 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,5 %) et 98 888 de plus qu'un an auparavant (+15,9 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

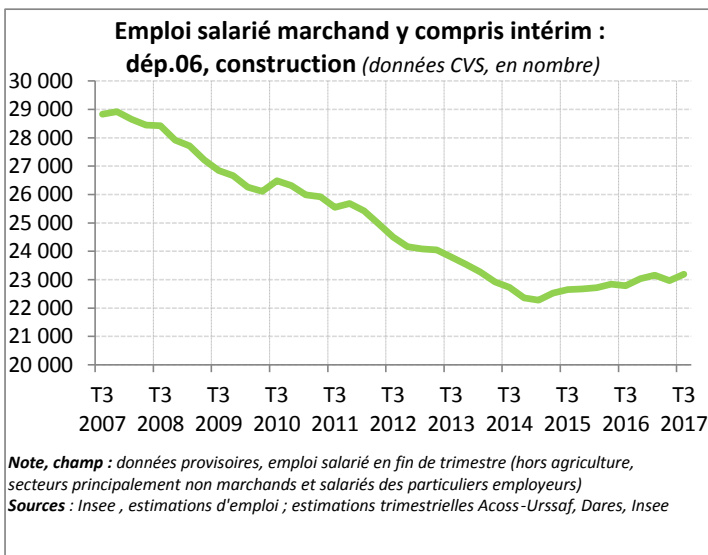
Depuis l'été 2017, l'Insee et la Dares publient des séries harmonisées du nombre d'intérimaires. Toutefois, contrairement à l'Insee qui continue de classer l'intérim intégralement dans le tertiaire marchand, le Sese de la Direccte Paca fait le choix de réaffecter chaque intérimaire à son secteur d'activité employeur et publie des séries d'emploi y compris intérim : pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee sont ajoutés aux effectifs intérimaires produits par la Dares.



- A la fin du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 30 904. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 139 (-0,4 %) : -131 emplois hors intérim et -8 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 431 (-1,4 %).

- A la fin du T3 2017, Paca compte 165 298 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 241 (+0,1 %) : -242 emplois hors intérim et +483 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 90 (+0,1 %).

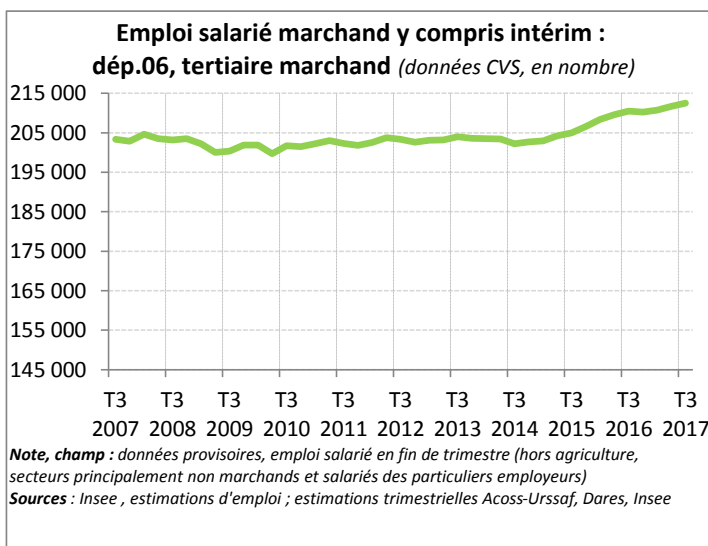
- A la fin du T3 2017, la France métropolitaine compte 3 395 422 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 2 958 (+0,1 %) : -2 982 emplois hors intérim et +5 940 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 18 654 (+0,6 %).



- A la fin du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 190. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 228 (+1,0 %) : +142 emplois hors intérim et +86 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 409 (+1,8 %).

- A la fin du T3 2017, Paca compte 111 775 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 1 303 (+1,2 %) : +379 emplois hors intérim et +924 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 463 (+3,2 %).

- A la fin du T3 2017, la France métropolitaine compte 1 451 169 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 3 309 (+0,2 %) : +1 723 emplois hors intérim et +1 586 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 28 380 (+2,0 %).



- A la fin du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 212 525. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 837 (+0,4 %) : +767 emplois hors intérim et +70 intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 034 (+1,0 %).

- A la fin du T3 2017, Paca compte 868 629 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 2 722 (+0,3 %) : +3 056 emplois hors intérim et -334 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 12 078 (+1,4 %).

- A la fin du T3 2017, la France métropolitaine compte 11 054 763 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2017, ce nombre augmente de 39 769 (+0,4 %) : +37 467 emplois hors intérim et +2 302 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 196 343 (+1,8 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T3 2017	T3 2016
Dép. 06	CUI	367	1 294
	CUI-CAE (non marchands)	366	1 241
	CUI-CIE (marchands)	1	53
Paca	CUI	2 873	8 394
	CUI-CAE (non marchands)	2 807	7 735
	CUI-CIE (marchands)	66	659
France métro.	CUI	54 197	94 765
	CUI-CAE (non marchands)	51 103	84 713
	CUI-CIE (marchands)	3 094	10 052

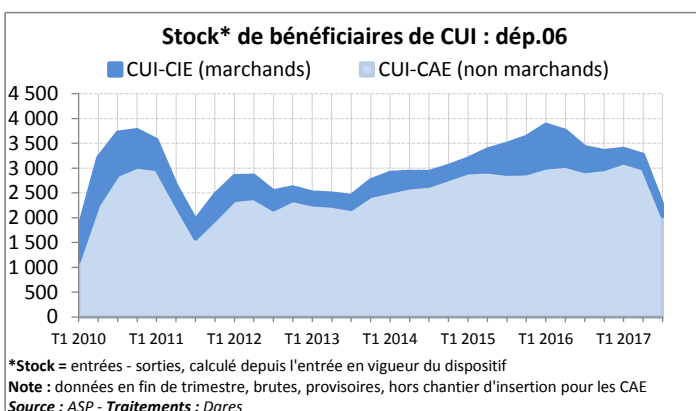
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, 367 CUI sont signés ou reconduits, soit 927 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 873 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 5 521 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 54 197 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 40 568 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent 2 246 bénéficiaires de CUI (dont 91 % dans le secteur non marchand), soit 1 178 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 15 967 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2017, soit 9 020 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 210 501 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2017, soit 62 743 de moins qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T3 2017	T3 2016
Dép. 06	EAV	75	239
	EAV non marchands	75	212
	EAV marchands	0	27
Paca	EAV	333	1 622
	EAV non marchands	310	1 373
	EAV marchands	23	249
France métro.	EAV	5 458	19 982
	EAV non marchands	5 118	16 220
	EAV marchands	340	3 762

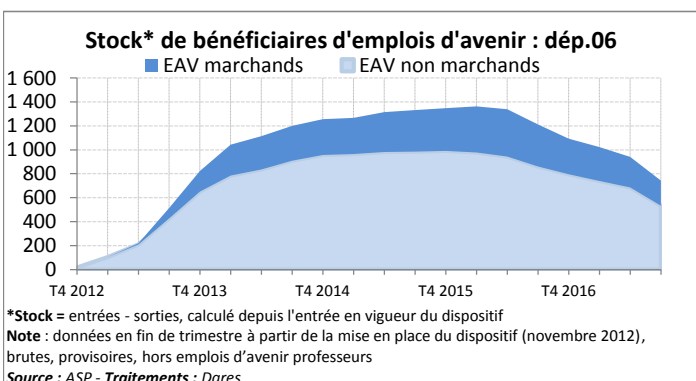
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, 75 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 164 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 333 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 1 289 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 5 458 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 14 524 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent 743 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 72 % dans le secteur non marchand), soit 469 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 5 766 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2017, soit 3 149 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 68 701 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2017, soit 35 390 de moins qu'un an auparavant.

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (y compris reconductions)

		T3 2017	T3 2016
Dép. 06	CDDI	241	228
	CDDI non marchands	194	186
	CDDI marchands	47	42
Paca	CDDI	2 255	2 221
	CDDI non marchands	1 837	1 814
	CDDI marchands	418	407
France métro.	CDDI	37 290	35 703
	CDDI non marchands	29 109	27 923
	CDDI marchands	8 181	7 780

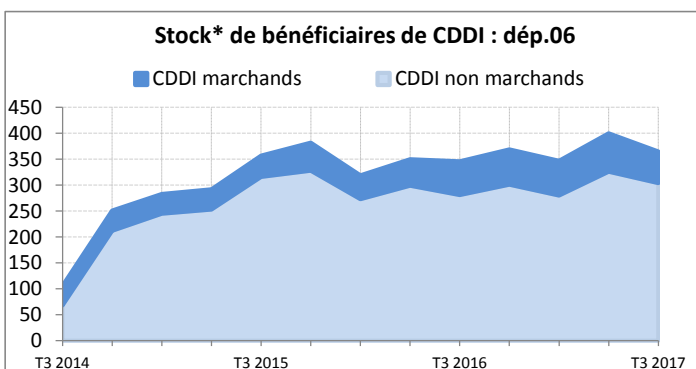
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - **Traitements :** Dares

- Au cours du T3 2017, dans les Alpes-Maritimes, 241 CDDI sont signés ou reconduits, soit 13 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 255 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 34 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 37 290 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2017, soit 1 587 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

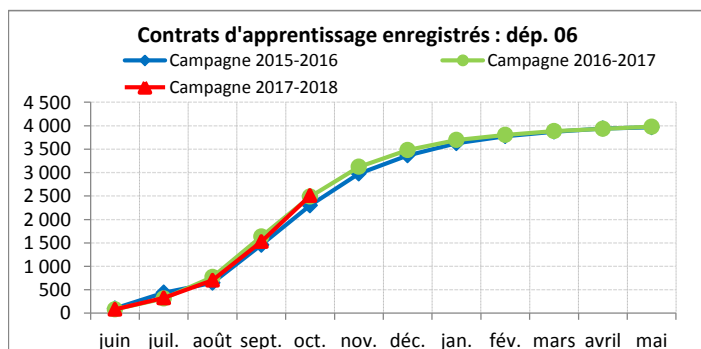
Source : ASP - **Traitements :** Dares

- A la fin du T3 2017, les Alpes-Maritimes comptent 365 bénéficiaires de CDDI (dont 83 % dans le secteur non marchand), soit 19 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 3 827 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2017, soit 21 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 61 099 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2017, soit 1 484 de plus qu'un an auparavant.

Contrats d'apprentissage



Note : données cumulées, brutes, provisoires

Champ : hors apprentis du secteur public

Source : Chambres consulaires, Direccte Paca - **Traitements :** Dares

- Durant la campagne de juin 2017 à octobre 2017, les Alpes-Maritimes enregistrent 2 507 contrats d'apprentissage, soit 20 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 11 869 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à octobre 2017, soit 94 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 176 697 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à octobre 2017, soit 1 626 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois* par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

-**catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

-**catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

-**catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;

-**catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

-**catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

***Dès 2018, les publications communes Dares-Pôle Emploi (au niveau national) et Direccte-Pôle Emploi (au niveau régional) seront trimestrielles et présenteront la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi. Cette modification sera impactée à partir des données du 1er trimestre 2018 dans les synthèses départementales.**

Définitions : Emploi

À partir des résultats du 1er trimestre 2017, soit depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires. Grâce à cet indicateur, il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, le Service études, statistiques et évaluation (Sese) de la Direccte Paca utilise cet indicateur pour obtenir une série d'emploi y compris intérim. Aux effectifs intérimaires produits par la Dares, sont ajoutés, pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui continue de classer l'intérim en totalité dans le secteur marchand. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes dans cette note sont différentes de celles publiées par l'Insee.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion (CUI)** : entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans ou plus et les bénéficiaires de minima sociaux.

Ils se déclinent en deux volets : le **Contrat initiative emploi (CUI-CIE)** dans le secteur marchand, et le **Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)** dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 10 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'Etat. En conséquence, pour les **Ateliers et chantiers d'insertion (ACI)**, le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI-CAE est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une **Entreprise d'insertion (EI)**.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) ou une zone de revitalisation rurale (ZRR). Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **Contrats d'apprentissage** : contrats de travail en alternance conclus entre un employeur et un salarié. L'objectif est de permettre à un jeune âgé de 16 à 25 ans de suivre une formation générale, technologique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié.

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée indéterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr